



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/218  
S/1994/801  
7 juillet 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Quarante-neuvième session  
Points 103 et 104 c) de la liste préliminaire\*  
RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES  
POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX  
RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES  
DÉPLACÉES, ET QUESTIONS HUMANITAIRES  
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME :  
SITUATIONS RELATIVES AUX DROITS DE  
L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS  
ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 6 juillet 1994, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par M. Radoslav Bulajić, Ministre adjoint des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 103 et 104 c) de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Dragomir DJOKIĆ

---

\* A/49/50/Rev.1.

ANNEXE

Lettre datée du 29 juin 1994, adressée au Secrétaire général par  
le Ministre adjoint des affaires étrangères de la Yougoslavie

Le Ministère des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie tient à vous faire savoir que le processus de nettoyage ethnique à l'encontre des Serbes se poursuit et que ces derniers continuent de faire l'objet de mesures discriminatoires par rapport aux musulmans et aux Croates dans l'ex-République yougoslave de Bosnie-Herzégovine et la République de Croatie. Cette politique a contraint 707 368 Serbes à quitter leurs foyers dans les territoires de l'ex-Bosnie-Herzégovine où les musulmans et les Croates ont établi leur autorité. Compte tenu du fait que, d'après le recensement de 1981, la Bosnie-Herzégovine comptait 1 320 644 Serbes (dont 326 280 se déclaraient yougoslaves), environ 50 % d'entre eux ont été expulsés de leurs foyers et dépossédés de leurs biens.

Le processus de nettoyage ethnique dans l'ex-Bosnie-Herzégovine, comme en République de Croatie auparavant, a été engagé par les forces armées régulières de la République de Croatie et des formations paramilitaires de Croates de Bosnie et poursuivi par des unités armées des musulmans de Bosnie (les premières infiltrations des forces armées régulières croates dans l'ex-Bosnie-Herzégovine ont commencé le 17 février 1992; après quoi, elles se sont mises à massacrer et à expulser les Serbes dans les régions de Bosanska Posavina, en Herzégovine occidentale et sur le plateau de Kupres).

Les expulsions les plus massives ont eu lieu à Mostar (les Serbes représentaient 30 % de la population de cette ville et ont été expulsés à la suite d'une action commune menée par les forces croates et musulmanes, lesquelles ont également détruit toutes les églises orthodoxes et d'autres lieux de culte de la population serbe dans la région), dans d'autres localités d'Herzégovine occidentale, dans plusieurs régions de Bosnie centrale et à Podrinje. Avant le déclenchement de la guerre civile dans l'ex-Bosnie-Herzégovine, les Serbes représentaient 29 % de la population dans le secteur de Gorazde et 30,1 % à Srebrenica; ils représentaient une majorité relative dans le quartier de Novi Grad à Sarajevo, environ 20 % de la population du quartier de Stari Grad et entre 20 % et 55 % dans les quartiers de Centar, Sarajevo-Ilidža et Sarajevo-Novo. Par ailleurs, de nombreux Serbes et Yougoslaves (après la reconnaissance par le régime communiste de l'ex-Yougoslavie des musulmans en tant que peuple séparé, les Serbes ont pratiquement été les seuls à se déclarer yougoslaves) vivaient à Tuzla (32,4 %) et Zenica (28,4 %).

Sur les 707 368 Serbes qui ont été expulsés, 427 368 ont trouvé de nouveaux foyers dans la République de Srpska (environ 280 000 Serbes de l'ex-Bosnie-Herzégovine vivent comme réfugiés dans la République fédérative de Yougoslavie), se répartissant comme suit :

a) Herzégovine-1 (localités de Čajniče, Foča, Kalinovik, Rudo et Višegrad) — 34 176 Serbes expulsés d'autres régions sous contrôle croato-musulman;

/...

b) Herzégovine-2 (localités de Bileća, Gacko, Konjic, Ljubinje, Nevesinje, Stolac et Trebinje) – 30 742;

c) Nord de la Bosnie (localités de Brod, Derventa, Doboj, Gračanica, Lukavac, Maglaj, Modriča, Odžak, Petrovo, Telić, Tešanj et Zavidovići) – 54 501;

d) Krajina-1 (localités de Banja Luka, Prijedor, Sanski Most et Jajce) – 71 145;

e) Krajina-2 (localités de Bihać, Drvar, Glamoč, Grahovo, Ključ, Krupa na Uni, Kupres, Mrkonjić, Petrovac et Šipovo) – 46 171;

f) Région de Sarajevo (localités de Sarajevo-Centar, Hadžići, Ilidža, Ilijaš, Rajlovac et Vogošća) – 52 164;

g) Région de Birač (localités de Zvornik, Milići, Sekovići et Vlasenica) – 35 991;

h) Région de Romanija (localités de Pale, Sokolac et Han Pijesak) – 39 039;

i) Région de Semberija (localités de Bijeljina, Ugljevik et Brčko) – 62 989.

Les Serbes demeurant dans les villes contrôlées par les musulmans – Sarajevo, Zenica, Tuzla, Travnik et d'autres – sont victimes d'une discrimination impitoyable. Non seulement les autorités musulmanes les forcent à participer à des opérations militaires contre les Serbes – creusement de tranchées et déblaiement des champs de mines en particulier – (plus de 100 Serbes ont été exécutés pour avoir refusé de participer à des formations armées musulmanes ou de creuser des tunnels sous l'aéroport de Sarajevo et dans d'autres endroits de la ville) mais elles leur refusent également l'assistance humanitaire à fournir sur les contingents qui leur sont envoyés par les pays occidentaux et d'autres pays. Comme les Serbes sont généralement les premiers à être licenciés, perdant ainsi tout moyen de subvenir à leurs besoins, ils sont pratiquement devenus des otages auxquels les autorités musulmanes interdisent de quitter la région.

L'un des principes fondamentaux de la démocratie est la liberté de toute personne de choisir librement l'endroit où elle souhaite vivre, notamment si son existence est menacée dans l'environnement où elle se trouve. La communauté internationale devrait donc établir les raisons pour lesquelles des personnes d'une certaine nationalité décident de quitter des régions contrôlées par l'une des parties belligérantes. En fait, même dans des conditions où il n'existe pas de discrimination mais où les possibilités d'emploi sont rares du fait de difficultés économiques, l'émigration économique devient une nécessité. C'est pourquoi la communauté internationale devrait s'efforcer dans toute la mesure du possible de garantir le plein respect des droits de tous les citoyens, indépendamment de leur religion ou de leur nationalité, dans les territoires de l'ex-Bosnie-Herzégovine contrôlés par l'une des parties à la guerre civile.

L'un de ces droits est le droit de chacun de décider librement s'il souhaite demeurer sur le territoire contrôlé par les autorités de l'autre partie belligérante.

Ayant exposé ces faits regrettables, le Ministère des affaires étrangères exprime l'espoir qu'une paix juste et durable sera bientôt établie dans l'ex-Bosnie-Herzégovine car, sans la paix, ni les Serbes, ni les Croates, ni les musulmans ne peuvent vivre dans la dignité.

-----